

# ACTION URGENTE

## ÉGYPTE. UNE AVOCATE EST DÉTENUE DANS UN LIEU INCONNU

**Hoda Abdelmoniem, avocate spécialisée dans la défense des droits humains, a été arrêtée le 1<sup>er</sup> novembre 2018. Les forces de sécurité ont fait irruption dans son appartement et l'ont emmenée dans un lieu inconnu.**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, les forces de sécurité ont fait irruption au domicile de Hoda Abdelmoniem, au Caire, à 1 h 30 du matin, et l'ont mis à sac avant d'emmener cette femme chez sa mère, les yeux bandés. Pendant que les forces de sécurité fouillaient le domicile de sa mère, Hoda Abdelmoniem est restée, les yeux toujours bandés, dans un véhicule de police. Elle a ensuite été emmenée de force dans un lieu inconnu. Sa fille a assisté à son arrestation.

Les policiers ont confirmé à la fille de Hoda Abdelmoniem qu'ils appartenaient aux forces de sécurité. Ils n'ont cependant pas présenté de mandat d'arrêt et ont refusé de lui préciser les motifs de l'arrestation de sa mère et le lieu où ils l'emmenaient. Hoda Abdelmoniem n'a pu emmener aucun médicament ni effet personnel. Elle a un caillot de sang dans la jambe et souffre d'hypertension, ce qui fait qu'elle a fréquemment des problèmes d'équilibre. Les avocats de Hoda Abdelmoniem se sont rendus dans plusieurs postes de police pour s'enquérir de son sort et du lieu où elle se trouvait, mais ils n'ont pas pu la localiser. Les autorités ont nié le fait que Hoda Abdelmoniem avait été arrêtée et ont affirmé qu'elles ne savaient pas où elle se trouvait. Amnesty International pense qu'elle a été victime d'une disparition forcée.

Hoda Abdelmoniem, 60 ans, est une avocate spécialisée dans la défense des droits humains qui travaille bénévolement comme consultante pour la Coordination égyptienne pour les droits et les libertés (ECRF), une organisation de défense des droits humains de premier plan. Au cours des cinq dernières années, Hoda Abdelmoniem a rassemblé des informations sur les violations des droits humains, notamment les cas de disparitions forcées. Elle est également avocate à la Cour de cassation et à la Cour suprême constitutionnelle égyptiennes, et a été membre du Conseil national des droits humains et du Barreau égyptien. Amnesty International pense que Hoda Abdelmoniem a été arrêtée en raison de ses activités militantes et parce qu'elle a fait partie de la défense dans le cadre de plusieurs affaires relatives aux droits humains.

L'arrestation de Hoda Abdelmoniem a eu lieu dans le contexte d'une nouvelle série d'arrestations qui a commencé le 1<sup>er</sup> novembre et qui vise d'éminents militants des droits humains et avocats spécialistes de ces droits, comme Mohamed Abu Horaira, ancien porte-parole de l'ECRF.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités égyptiennes à libérer Hoda Abdelmoniem immédiatement et sans condition ;
- demandez-leur de révéler immédiatement ce qu'il est advenu de cette femme et le lieu où elle se trouve ;
- engagez-les à veiller à ce que Hoda Abdelmoniem puisse régulièrement consulter des professionnels de la santé qualifiés et prendre les médicaments qui lui ont été prescrits, dans le respect de l'éthique médicale, notamment des principes de confidentialité.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 DÉCEMBRE 2018 À :**

Procureur général  
Nabil Sadek  
Office of the Public Prosecutor, Dar al-Qada al-Ali, Down Town  
Cairo, Égypte  
Fax : + 202 2577 4716  
**Formule d'appel : Dear Counsellor, / Monsieur le Procureur général,**

Ministre de l'Intérieur  
Mahmoud Tawfik  
Ministry of the Interior  
25 El Sheikh Rihan Street  
Bab al-Louk, Cairo, Égypte  
Fax : + 202 2794 5529  
Courriel : center@iscmi.gov.eg ou E.HumanRightsSector@moi.gov.eg  
Twitter : @moiegy  
**Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,**

**Copies à :**  
Adjoint au ministre des Affaires étrangères  
Ahmed Ihab Gamal-Eldin  
Ministry of Foreign Affairs  
Corniche el-Nile, Cairo, Égypte  
Fax : + 202 2574 9713  
Courriel : contact.us@mfa.gov.eg  
Twitter : @MfaEgypt

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Égypte dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :** Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## ÉGYPTE. UNE AVOCATE EST DÉTENUE DANS UN LIEU INCONNU

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Hoda Abdelmoniem fait l'objet d'une interdiction de se rendre à l'étranger depuis fin 2013. Elle n'a pas été inculpée et n'a pas fait l'objet d'une enquête préalable.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, le jour où elle a été arrêtée, les autorités égyptiennes ont lancé une série de descentes, arrêtant au moins 31 militants des droits humains et avocats spécialistes de ces droits (10 femmes et 21 hommes).

L'ECRF, qui réunit des informations sur les disparitions forcées et le recours accru à la peine de mort et apporte une assistance juridique aux victimes de violations, a été particulièrement visée par cette répression, car beaucoup de ses membres ont été arrêtés. Mohamed Abu Horaira, avocat et ancien porte-parole de l'ECRF, a été arrêté le 1<sup>er</sup> novembre. Le défenseur des droits humains Ezzat Ghoniem, co-fondateur de l'ECRF, et Azzouz Mahgoub, un autre avocat de l'organisation, sont victimes de disparition forcée depuis le 14 septembre. Ezzat Ghoniem et Azzouz Mahgoub avaient tous deux été arrêtés en mars 2018, mais un tribunal a ordonné leur libération le 4 septembre. Le 14 septembre, leurs familles sont allées leur rendre visite mais les forces de sécurité ont affirmé qu'ils avaient déjà été libérés. Leurs familles et leurs avocats ont indiqué à Amnesty International qu'ils ignoraient ce qu'il était advenu d'eux et où ils se trouvaient. Amnesty International pense qu'Ezzat Ghoniem et Azzouz Mahgoub ont tous deux été victimes d'une disparition forcée et qu'ils risquent de subir des actes de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Dans une [déclaration](#) publiée le 1<sup>er</sup> novembre et annonçant la suspension de ses activités en faveur des droits humains, l'ECRF a indiqué que la situation actuelle en Égypte était incompatible avec la défense des droits humains et a réclamé l'intervention du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Amnesty International a appelé à plusieurs reprises le Conseil des droits de l'homme à s'exprimer au sujet de la crise des droits humains qui prend rapidement de l'ampleur en Égypte.

La dernière série de mesures de répression prises par les autorités égyptiennes contre les dissidents a commencé en décembre 2017, à l'approche de l'élection présidentielle. Amnesty International a rassemblé des informations sur 111 cas de personnes qui ont été arrêtées et détenues arbitrairement par les forces de sécurité, simplement pour avoir exprimé pacifiquement leurs opinions critiques au sujet des autorités ou pour avoir appelé et pris part à des manifestations. Au moins 70 d'entre elles sont toujours incarcérées, pour des charges passibles de peines allant jusqu'à 15 ans de prison.

Nom : Hoda Abdelmoniem  
Femme

AU 190/18, MDE 12/9365/2018, 8 novembre 2018